

## FFL 2018: l'implication des communautés locales dans la gestion durable des forêts

Sur tous les continents se trouvent des communautés et des peuples indigènes qui entretiennent un lien étroit avec les forêts qui les entourent. A l'occasion de sa 21<sup>e</sup> Journée thématique qui a eu lieu le 6 juin 2018 à l'hepia à Genève, le Forum forestier lémanique a abordé la question de l'implication des communautés et peuples indigènes dans la gestion durable des forêts. Quatre cas ont été présentés: le peuple Surui d'Amazonie, les communautés du Ghana, l'Association des communes forestières de la Haute-Savoie en France et les bourgeoisies du Valais en Suisse.

### Gestion communautaire ici et ailleurs

Premier constat: la gestion communautaire ne concerne pas que de lointains pays, mais également notre région franco-suisse. C'est le cas des bourgeoisies du Valais; elles sont propriétaires de plus de 85% des forêts du canton et jouent donc un rôle majeur dans la gestion du patrimoine forestier. La visite de l'après-midi au Mont Mourex, sur la commune de Divonne, confirme ce constat, par l'engagement de la municipalité en tant que propriétaire et appuyée par l'Office national des forêts, ainsi que par l'exemple singulier de la forêt sectionale du village de Mourex (commune de Grilly), où les habitants pratiquent un droit d'affouage et de gestion des ressources de la forêt hérité depuis le XV<sup>e</sup> siècle.

L'enjeu de la thématique est un élément-clé pour les peuples de tous les continents. Almir Surui (figure 1), chef indigène d'Amazonie, accompagné par l'association Aquaverde, nous a raconté comment son peuple a su s'organiser pour défendre une forêt si vitale à sa survie, une véritable «success story». La sauvegarde de ce patrimoine comporte différentes étapes, dont l'établissement d'un conseil des clans Surui, d'un «Master Plan» pour la gestion durable des forêts sur 50 ans, d'un projet REDD+, d'une université en pleine forêt ... tout le monde participe, enfant et adulte, hommes et femmes. Le chef indigène explique avec



Fig. 1 Almir Surui, chef indigène d'Amazonie accompagné de son épouse et entouré des dignitaires de Divonne-les-Bains.

enthousiasme ces différents projets, mais admet les pressions incessantes que son peuple subit, à l'image de la forêt amazonienne dans son ensemble.

### Contraintes

Second constat: la difficulté d'autodétermination de ces peuples et communautés par rapport à l'autorité étatique, mais aussi le manque de capacité institutionnelle et de ressources, qu'elles soient financières et humaines. La nécessité d'une organisation interne participative et cohérente s'avère centrale dans les quatre cas présentés. Des experts de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et du Consortium pour les Aires protégées autochtones et communautaires (APAC) donnent un éclairage international. Ils mettent l'accent sur le rôle prépondérant de ces peuples pour la conservation des ressources naturelles. En effet, par le lien spécial qui les lie à leur territoire et pour leurs connaissances des milieux et leur histoire, ils sont des acteurs-clés de la gestion durable et de la conservation. La Convention sur la diversité biologique et l'UICN reconnaissent d'ailleurs le statut de gouvernance par les peuples autochtones et les communautés locales. Pourtant, dans la pratique, la reconnaissance de leur droit, dans des climats politiques et sociaux souvent très instables, demeure délicate.

### Quel futur?

Et la suite? Si les Suruis forment déjà les leaders qui vont leur succéder, l'engagement des jeunes pour leurs forêts des communautés plus urbaines reste une question ouverte. Dans la région lémanique, l'intérêt des communautés locales pour leur forêt demeure, avec comme motivation la qualité de vie, la biodiversité et les valeurs

patrimoniales. L'Association des amis du forum forestier lémanique, avec les soutiens de l'OFEV, a organisé cette journée d'échanges pour souligner l'importance de reconnaître cet intérêt et d'encourager son développement dans la durée. ■

Anne Golay, Andréa Finger

## Nachhaltigkeitsbericht 2018 zum Luzerner Wald

Insgesamt befindet sich der Luzerner Wald in einem guten Zustand, konstatiert der Nachhaltigkeitsbericht 2018 der Dienststelle Landwirtschaft und Wald. Dieser wurde auf der Basis der ersten kantonsweiten Waldinventur mit 1800 Stichproben erstellt. Doch der Druck auf den Wald steigt, und der Nachhaltigkeitsbericht soll helfen, die verschiedenen Bedürfnisse zu koordinieren und das Naturverständnis zu stärken. Insbesondere gilt es, den natürlich nachwachsenden Rohstoff Holz stärker zu nutzen, denn von den rund 340 000 jährlich nutzbaren Kubikmetern wurden in den letzten Jahren nur zwei Drittel geerntet. ■

[www.lawa.lu.ch](http://www.lawa.lu.ch) > Medienmitteilungen

## Michael Reinhard wird Chef der Abteilung Wald

Michael Reinhard, bisher Chef der Sektion Waldschutz und Waldgesundheit in der Abteilung Wald des Bundesamts für Umwelt (BAFU), wird per 1. September 2018 Chef der Abteilung Wald. Er löst Rolf Manser ab, der Kantonsförster von Solothurn wird. Reinhard arbeitet bereits seit zehn Jahren für den Wald. Bei der Abteilung Wald konnten zudem zwei weitere Führungspositionen wieder besetzt werden: die Leitung der Sektion Walderhaltung und Waldpolitik mit Michael Husstein und die Sektion Waldleistungen und Waldpflege mit Clémence Dirac und Christoph Dürr in Co-Leitung. ■

[www.bafu.admin.ch](http://www.bafu.admin.ch) > Newsletter

## Oliver Thees vom KWF ausgezeichnet

Anlässlich der 28. Mitgliederversammlung des deutschen Kuratoriums für Waldarbeit und Forsttechnik e.V. (KWF) vom 19. Juli